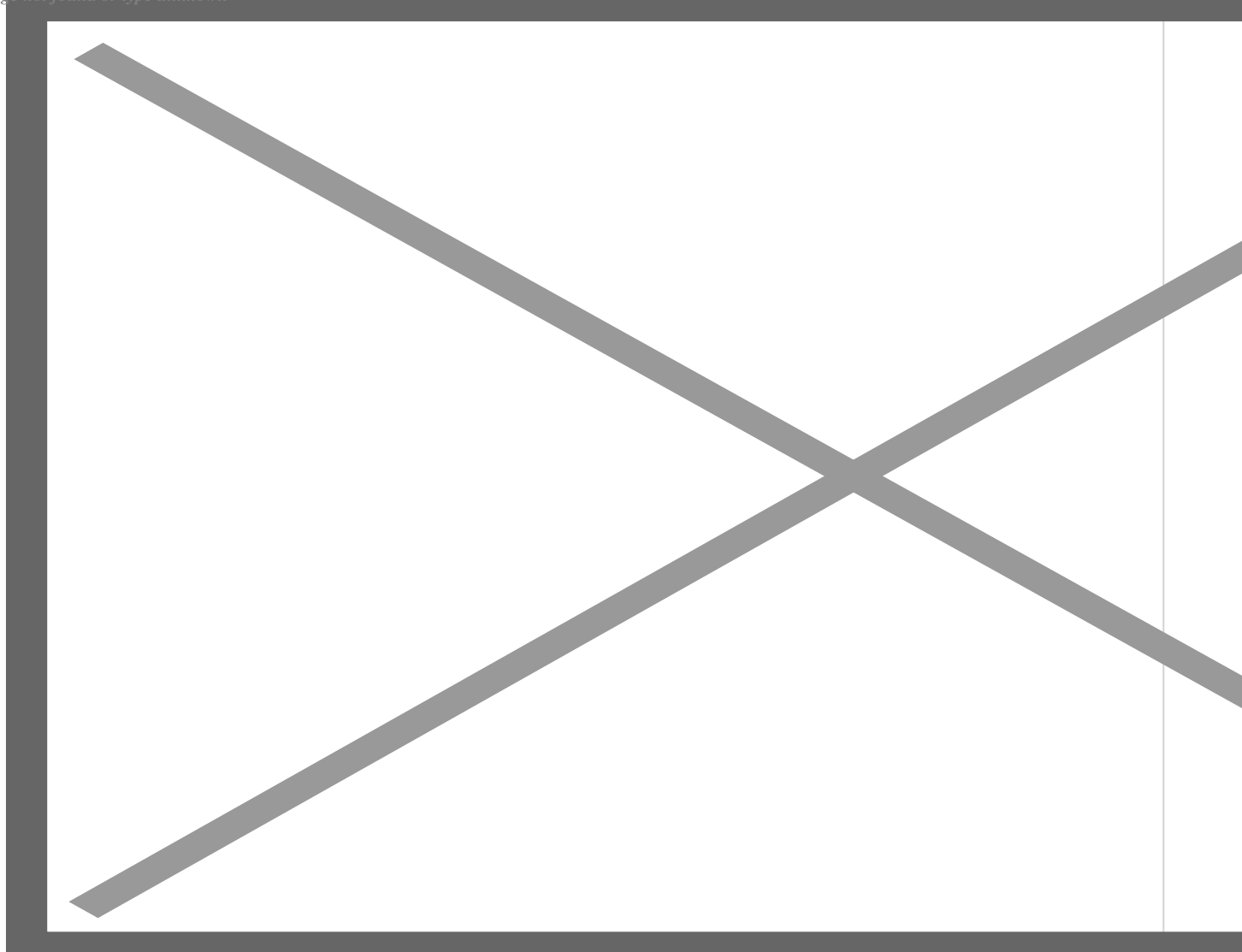


# *Luis Arce insiste sur le respect des procédures pour les auteurs du coup d'État en Bolivie*

---

Image not found or type unknown



La Paz, 26 juin (RHC) Le président de la Bolivie, Luis Arce, a insisté sur le respect de la procédure régulière dans l'affaire du Coup d'État , pour lequel l'ancienne présidente de facto Jeanine Áñez a été condamnée à 10 ans de prison.

Dans une interview accordée à l'émission de radio argentine La Pizarra, le Président a expliqué plusieurs aspects liés au procès d'Áñez. Ce procès fait l'objet d'une campagne internationale de désinformation visant à faire pression sur le système judiciaire pour qu'il exempte des charges l'ancien président de facto.

"La procédure régulière a été respectée, toutes les procédures légales ont été respectées, par conséquent, nous sommes convaincus que tout a été fait dans le cadre de la justice", a déclaré le chef de l'État.

Les médias de droite et les dirigeants de l'opposition ont défendu, sans preuves, la thèse de la violation des droits fondamentaux d'Áñez, afin de créer un état d'esprit qui servirait à la remise en cause de la transparence du système judiciaire bolivien.

Toutefois, compte tenu de la solidité des preuves et malgré les pressions, l'ex-présidente de facto a été condamnée par le premier tribunal de condamnation anti-corruption de la capitale pour violation de la constitution et manquement au devoir.

"Nous avons respecté les désirs de justice du peuple bolivien. La justice est la première chose demandée par le peuple, et nous avons simplement présenté les preuves pour que justice soit faite. Nous avons évalué toutes les preuves qui ont été présentées et voici les résultats", a déclaré le Président.

Le Président a une fois de plus nié les irrégularités présumées du système judiciaire en rapport avec l'affaire, en particulier celle faisant référence à la subordination des procureurs et des juges aux autorités gouvernementales. Il a ajouté que de telles accusations ont pour objectif de discréditer l'administration du Mouvement vers le socialisme actuellement au pouvoir.

L'épisode le plus récent de la campagne de désinformation susmentionnée concernant l'affaire du Coup d'État a été mené par plusieurs législateurs européens de droite. Ces législateurs de droite ont émis des jugements biaisés et infondés, tentant de faire pression sur les autorités judiciaires boliviennes pour que la sentence soit annulée.

Avec le soutien des militaires et de l'opposition, Jeanine Áñez a violé la législation en vigueur et s'est arrogé la fonction de chef d'État de manière inconstitutionnelle.

Par conséquent, une fois l'ordre démocratique rétabli après les élections de 2020 avec la victoire écrasante du MAS aux urnes, les procès pour coup d'État ont commencé, dont le premier est toujours en cours, pour des accusations de terrorisme, de sédition et de conspiration en vue de commettre des actes de violence.

Dans l'interview accordée à La Pizarra, le président bolivien a également évoqué d'autres défis qu'il a dû relever au cours de ses presque deux années de mandat, tels que le rétablissement de la démocratie et de l'économie, le contrôle du Covid-19 et d'autres politiques visant à surmonter les ravages causés par le gouvernement putschiste. (Source Prensa Latina)

---

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/291790-luis-arce-insiste-sur-le-respect-des-procedures-pour-les-auteurs-du-coup-detat-en-bolivie>



**Radio Habana Cuba**